

# Une entrevue avec Rakovsky: «Le rapprochement franco-russe est le résultat des efforts du prolétariat de France»

Christian Rakovsky

*Source: L'Humanité, 6 et 7 novembre 1924, pp. 1-2. Notes MIA.*

**Notre camarade Rakovsky, représentant de l'URSS à Londres, se trouvant à Paris, nous avons jugé opportun, pour le prolétariat français et nos lecteurs, d'aller lui faire une courte visite et d'en apporter des précisions sur l'état actuel des négociations découlant de la reconnaissance de la Russie des Soviets par la France.**

## La question des petits porteurs

*Nous lui demandons, sans ambages, ce que l'URSS pense des réserves contenues dans la note française en ce qui concerne les « intérêts privés » des particuliers... Rakovsky dit :*

Oui ! Les petits porteurs de fonds russes...

*Il marque une pause puis ;*

En somme, vous voulez savoir dans quelle voie pratique le gouvernement des Soviets s'engagera pour répondre aux désirs exprimés par la note française sur ce point ?

Plus particulièrement, en ce qui concerne les petits porteurs, nous l'avons répété à plusieurs reprises et je répète encore : c'est un problème complexe et difficile qui nécessitera beaucoup de temps et de travail pour le résoudre. La solution ne peut découler que d'une synthèse entre les conceptions française et soviétique du règlement de cette question.

Ceci d'ailleurs se rapporte à tous les problèmes posés par la note française et, d'une manière plus directe, à la question des petits porteurs. La thèse française, du point de vue du prêteur, est logique : « Nous avons prêté ; payez-nous ! Il nous importe peu que l'argent soit allé servir au maintien du régime tsariste, pour les armements de la Russie réactionnaire et, au bout du compte, pour la guerre dans la provocation de laquelle la Russie tsariste n'est pas moins coupable que les autres puissances impérialistes ».

Ce point de vue juridique est fortifié par le point de vue moral. Beaucoup de petits employés, de paysans, d'ouvriers même ont mis leurs économies dans du papier russe. Voilà le point de vue français, tel que je le comprends et tel que je l'ai vu exposé dans la presse.

*C'est exact ! Et alors, quel est celui de l'Union soviétique ?*

Je ne vous donnerai pas, remarquez-le bien, le point de vue de la Russie soviétique officielle, mais bien celui des masses russes. L'argent, disent-ils, n'a pas été prêté au peuple russe, mais au tsar. Il a été employé pour couvrir les déficits considérables du budget russe, déficits dus à une administration désastreuse du pays.

Plus d'une fois, non seulement les partis révolutionnaires de Russie, mais aussi certains partis bourgeois – comme les Cadets<sup>1</sup> par exemple – ont prévenu les gouvernements étrangers, et en particulier la France, qu'ils déclinaient toute responsabilité pour les emprunts qui seraient consentis au tsar.

Mais eussions-nous été obligés à payer que notre dette est déjà éteinte. D'abord – et ici Rakovsky scande bien ses mots – parce que le peuple russe a payé largement de son sang, par des pertes immenses de territoires et surtout par les dommages inouïs que nous a causé l'intervention blanche dont, longtemps, la France était la principale inspiratrice.

Si vous vous placez sur le terrain purement juridique, alors à votre note de paiement nous répondrons par la production d'une autre note de paiement.

Voilà donc l'essentiel des deux thèses en présence.

*Après avoir montré la différence qui existait entre les points de vue français et russe sur le règlement, de la question des petits porteurs de fonds russes, notre camarade Rakovsky nous a dit comment il pensait que ce règlement interviendrait.*

Mais, continue notre camarade après un moment de silence, au-dessus de ces considérations, de part et d'autre, il y a l'intérêt politique, fondé ou non. Nous avons en face les intérêts réels des petits porteurs et, d'autre part, il y a aussi les intérêts de la Russie soviétique pour le rétablissement de son crédit en France.

Il faut trouver une solution qui, en satisfaisant dans la mesure des possibilités financières et économiques de la Russie et en tenant compte des réclamations que cette dernière peut avoir à faire, donne satisfaction aux réclamants français.

*Notre camarade se lève, fait quelques pas et, souriant, il indique :*

Je n'ai évidemment pas cette formule dans la poche. Elle doit se dégager au cours des négociations mêmes. Mais ce que je sais, c'est qu'elle doit présenter des avantages matériels pour les deux parties.

### **Une question épineuse: les émigrés**

*Nous attendons un instant. Rakovsky se rassoit. Cependant, objectons-nous, vous nous permettrez de vous parler de cette question épineuse que la presse française a soulevée au cours des travaux de la Commission de Monzie<sup>2</sup>. Il s'agit des émigrés...*

*Rakovsky nous arrête. Il a compris et il nous répond brièvement :*

Il est probable que cette question sera discutée pendant les négociations. Ce que je puis dire, c'est que dès le moment où elle a reconnu la Russie des Soviets, la France ne peut plus servir à l'émigration blanche comme base d'opérations contre les Soviets.

### **Sur le rapprochement franco-russe**

---

1 Parti constitutionnel-démocrate (dit « cadet » pour ses initiales « K-D »), principal parti de la bourgeoisie libérale, fondé en octobre 1905 (son nom officiel était « Parti de la liberté du peuple »). Il regroupait les représentants de la bourgeoisie, des propriétaires fonciers et des intellectuels bourgeois et se prononçait en faveur d'une monarchie constitutionnelle par des réformes démocratiques graduelles. Après la victoire de la Révolution d'Octobre, les cadets furent la principale force politique de la contre-révolution.

2 Monzie, Anatole de (1876-1947), homme politique français. Maire de Cahors (1919-1942), sénateur, député et plusieurs fois ministre. Président de la commission parlementaire des Affaires russes (1924-1927), partisan de la reconnaissance de l'URSS. En 1940 vote les pleins pouvoirs à Pétain.

*Quelle est, à votre avis, l'importance des perspectives du rapprochement de la France et de l'U.R.S.S. ?*

À mon avis, considérable. En ce qui concerne le rapprochement économique, je pars de données qui ne peuvent pas être contestées. La France est un pays qui s'industrialise de plus en plus. Elle possède des richesses minérales importantes ; elle doit développer son industrie lourde et elle a besoin de matières premières.

D'autre part, l'U.R.S.S., tout en se posant fermement le problème du développement de son industrie, sera longtemps encore un pays éminemment agricole et producteur de matières premières. Nous avons le blé et le froment, les combustibles liquides et nous détenons presque le monopole de la production de manganèse. L'U.R.S.S. est aussi un des plus grands producteurs de lin, si nécessaire à l'industrie textile française. Voilà donc les bases du rapprochement économique. Il y a là, deux pays qui, en quelque sorte et dans une certaine mesure, se complètent.

Évidemment, le rapprochement se fera par un travail lent mais opiniâtre des deux parties. Mais ce travail eût été impossible sans la reconnaissance.

En ce qui concerne le rapprochement politique, il est dicté par une nécessité de maintenir la paix. Parmi les grandes puissances, la France et l'U.R.S.S. sont celles qui ont le plus souffert de l'état de guerre, qui ont eu les plus grandes pertes en hommes et qui ont subi les plus grandes dévastations.

L'U.R.S.S. possédant un gouvernement qui, par sa constitution sociale même, est éminemment pacifique, contribuera de toutes ses forces au maintien de la paix. Tout gouvernement français animé du même désir trouvera, de la part de la Russie soviétique, un appui sincère et loyal.

### **L'anniversaire de la révolution russe**

*L'entretien s'aiguille aussitôt vers les choses de Russie. Nous demandons à Rakovsky de nous parler de l'U.R.S.S. d'une façon plus spéciale, surtout au moment de l'anniversaire de la Révolution bolchevique. Notre camarade y consent et nous dit :*

Rappelez bien surtout aux ouvriers et paysans de France les progrès immenses accomplis en Russie par les ouvriers et paysans groupés autour du pouvoir des Soviets. Ainsi, l'agriculture est rétablie dans la proportion de 75 %, l'industrie pour 40 à 50 %. Le pouvoir des Soviets est affermi et enfin il est reconnu par toutes les grandes puissances, sauf par les États-Unis et le Japon.

*Mais ils ne tarderont pas, n'est-ce pas, à suivre la France dans cette voie ?*

Non. Déjà avec le Japon les pourparlers sont en cours<sup>3</sup>. Quant aux États-Unis, malgré le résultat des élections, qui maintient au pouvoir l'ancienne administration, je suis certain que la question de la reconnaissance se posera bientôt pour eux aussi<sup>4</sup>. Il ne faut pas oublier que dans le parti républicain nous avons de chauds partisans, tels que le sénateur Borax [Borah] et le colonel Robbins<sup>5</sup>.

Je ne veux pas vous laisser cependant sous l'influence d'un optimisme officiel. Nous avons des problèmes énormes à résoudre. Nous avons à lutter contre des difficultés d'ordre administratif ; nous avons à liquider un héritage très lourd, à lutter contre l'analphabétisme qui englobe encore un tiers de la population russe, à modifier les méthodes de notre agriculture qui sont restées archaïques.

---

3 Un accord fut finalement signé le 20 janvier 1925 par le représentant plénipotentiaire de l'Union soviétique en Chine, Karakhan et l'ambassadeur du Japon en Chine, Yochizava.

4 Cette reconnaissance n'eut finalement lieu que le 16 novembre 1933.

5 Robbins, Raymond (1873-1954), avocat étasunien. De 1917 à 1918, colonel et chef de la Mission américaine de la Croix-Rouge en Russie, il rencontre de nombreuses personnalités soviétiques après la révolution d'Octobre, jouant ainsi un rôle de représentant officieux du gouvernement des États-Unis.

Mais cette tâche nous sera maintenant plus facile en raison de notre consolidation sur le plan politique international. Ce résultat, nous l'avons obtenu non seulement grâce aux efforts des classes laborieuses de l'U.R.S.S., mais aussi nous le devons au concours fraternel de la classe ouvrière de tous les pays, et particulièrement de la France.

*Sur cette conclusion, qui ira droit au cœur des ouvriers et paysans de France, nous pensons que les besoins du journal nous obligent à nous retirer et que, aussi, Rakovsky peut avoir d'autres occupations qui l'appellent ailleurs. Une poignée de mains, quelques paroles aimables et nous sortons, emportant le souvenir d'une agréable entrevue avec un camarade auquel des charges nombreuses et fort délicates – très importantes surtout – n'ont pas fait perdre son caractère toujours bienveillant et son habitude d'ironiser... à la mode de France.*